

L'Algérie menace-t-elle la paix régionale ?

Charles Saint-Prot

Directeur général de l'Observatoire d'études géopolitiques

Le Forum de soutien des autonomistes de Tindouf (Forsatin) révèle que Brahim Ghali, chef du Polisario, contre lequel un mandat d'arrêt a été émis en novembre 2016 par la justice espagnole pour génocide, torture et viol, est impliqué dans le détournement de dons humanitaires espagnols destinés à la population sahraouie séquestrée dans les camps de Tindouf. Ce site lui reproche de distraire à son profit les aides humanitaires collectées par des ONG espagnoles destinée aux personnes retenues dans les camps de Tindouf en Algérie. Selon le Forsatin, Brahim Ghali se serait constitué un véritable trésor de guerre grâce au détournement d'énormes quantités de carburant qu'il revend en toute impunité dans le nord de la Mauritanie avec son frère Ali Ould Sayed Al Mustapha. Il est vrai que le régime algérien et ses créatures (dont les dirigeants du Polisario) sont de grands adeptes de la corruption et de la rapine la plus éhontée.

C'est dans ce contexte que le *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI) mentionne que, depuis un peu plus d'une année, l'Algérie a importé pour plus de 10 milliards de dollars d'armement, soit le montant le plus élevé d'Afrique. Bien sûr, la première question qui vient à l'esprit est de savoir pourquoi le pays se livre à de telles dépenses alors qu'il est pratiquement ruiné. La réponse est simple, le moteur du régime algérien est la haine du Royaume et Maroc et de la France, la jalousie d'un pays né en 1962 vis-à-vis de nations millénaires. La chute de Bouteflika, en avril 2019 n'a pas modifié la donne. Bien au contraire, le régime algérien – c'est-à-dire la clique militaire au pouvoir - continue à menacer son voisin marocain et à entretenir à grands frais la fiction séparatiste contre le Sahara marocain.

Comme le note le célèbre éditorialiste Hassan Alaoui, nous assistons du fait du pouvoir algérien, obsédé par sa haine du Maroc, à « une escalade qui dépasse l'entendement » alors même que ce pouvoir connaît une « tragique débandade ». La manifestation la plus évidente de cette haine est l'affaire du Sahara marocain. Lancée par Boumediene et le bloc communiste, cette affaire a eu pour origine la volonté expansionniste d'Alger qui rêvait d'avoir un accès à l'Atlantique et la volonté du bloc communiste d'affaiblir le seul Etat de la région qui avait clairement choisi la cause du monde libre. Or, voici qu'on retrouve aujourd'hui, à la tête de l'Algérie un régime voué à la haine du Maroc, avec un président Tebboune renouant avec le discours des années soixante et soixante-dix pour tenter, sans succès, de camoufler les déboires de son régime et la grande misère du peuple algérien. Décidément, depuis 1962, ce régime n'a rien appris et n'a pas changé d'un iota au point d'être une sorte de caricature de feu le régime stalinien dont il est l'émule. MM Tebboune et son homme de main Brahim Ghali, chef d'un Polisario en pleine déconfiture, sont les hommes d'un passé qu'on croyait disparu.

En novembre 2018, dans un discours prononcé à l'occasion du 43ème anniversaire de la Marche verte, le Roi Mohammed VI avait proposé au régime algérien de tourner la page et d'ouvrir « un dialogue bilatéral direct et franc ». C'est la responsabilité historique du système algérien de ne pas saisir cette main tendue et de choisir de poursuivre un conflit artificiel qui est l'un des plus longs de l'histoire de la région.

Alger n'a donc donné aucune réponse à la proposition du Roi du Maroc, pourtant largement saluée par la communauté internationale. Le conseil de sécurité des Nations unies a enfin ouvert les yeux en invitant l'Algérie, « pays impliqué », à participer aux négociations ouvertes à Genève. Surtout la résolution 2494, votée par le conseil de sécurité le 30 octobre

2019, implique le gouvernement algérien comme il ne l'a jamais été auparavant. Car, il faut le redire, l'Algérie est non seulement partie prenante, mais elle est même à l'origine du conflit du Sahara et, par voie de conséquence, de la paralysie du projet maghrébin, de l'instabilité régionale et de la montée en puissance des groupes terroristes (largement liés au Polisario). C'est à se demander si cet État voyou ne cherche pas à menacer la paix régionale comme l'atteste son extraordinaire effort en matière d'armement.

(juin 2020)